

CIBLE

Pantins

Réunis à Paris le 22 février, les ministres des Finances et les banquiers centraux des pays riches (G7) ont stupéfié le monde par leur audace.

Ils « continueront à coopérer étroitement » ! Ils sont « prêts à prendre les mesures qui s'imposent » face à des « incertitudes géopolitiques accrues » et « si les perspectives économiques devaient s'assombrir » !

Comme les incertitudes sont provoquées par le bellicisme des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ces deux membres éminents du G7 devraient calmer leurs ardeurs guerrières au lieu de jouer les vierges effarouchées.

Comme la conjoncture internationale est déjà noire, il faudrait agir sans plus tarder. Or les géants de la finance nous annoncent, si les circonstances l'exigent, une possible baisse des taux d'intérêts ! Satisfaits de leur attentisme, ils prendront peut-être une mesure dont l'inefficacité est prouvée...

Cela signifie que les responsables européens, qui se sont privés des moyens d'agir, ne feront rien, et que les États-Unis continueront à appliquer une politique économique et monétaire (non libérale) conforme à leurs intérêts.

A quoi bon déplacer des pantins, sur un théâtre d'ombres ?

EURO

Un bilan négatif

Presse

La fin
d'un *Monde*

p. 4

Justice

Politiques
du pardon

p. 9

Courrier

C'est vous qui le dites...

Chaud et froid

Je vous remercie de l'abonnement gratuit, pendant trois mois, que vous avez eu la gentillesse de me servir. J'ai lu, avec attention, *Royaliste* pendant ces trois mois. Le plaisir que j'ai pris à le lire a souvent été gâché par des crispations douloureuses dues à l'ombre de M. de Gaulle et à celle de la Maison d'Orléans, que je ne parviens pas à qualifier « de France ». Cependant, ces trois mois de lecture ont été, comme vous le dites, de bonne intelligence.

Royaliste est varié, intelligent ; ses analyses sont fouillées, avec des fulgurances admirables... et parfois aussi quelques platitudes désarmantes. J'ai beaucoup apprécié A. Delanek, moins B. Renouvin et je préfère, pour l'instant, rester à l'écart afin d'éviter les conséquences d'un chaud et froid « politico-intellectuel ».

D. R. (Yvelines)

Habermas

Je suis très surpris de lire p. 9 de votre publication (n° 809 de *Royaliste*, NDLR), étant donné sa teneur, le fait qu'elle se réclame de P. Boutang, et sous la plume d'un ancien « disciple » ou émule de celui-ci, M. Leclerc, l'éloge d'Habermas. Ce transfuge néo-kantien de l'école de Francfort, outre le contresens habituel sur l'égalité (physique et non surnaturelle), soutient, sur la naissance, des thèses absolument contraires au monarchisme de votre revue : s'il a bien vu que la naissance est commencement absolu, il nie que, par le lien à la mère, à la famille, à la communauté de naissance (la patrie et la « matrice ») la personne est enracinée dans le passé.

Or ceci est la base même de votre royalisme, qui consiste à donner le pouvoir à une famille (ouverte à l'avenir mais enracinée dans le passé).

Habermas est, en un sens, moins réaliste que Marx ! Il est un « penseur » de l'utopie rousseauiste et jeffersonnienne. Rien de plus antimonarchiste.

J.-J. M. (Val-de-Marne).

Cadres et entreprise

La relation du cadre avec l'entreprise, le travail, l'actionnariat, son rapport à l'engagement politique sont une interrogation de longue date pour moi, depuis que je travaille et que la politique me mobilise. J'apprécie ce qu'écrit un auteur comme Jean-Pierre Le Goff (découvert par moi grâce aux *Mercredis* de la NAR) sur les questions managériales (pouvoir, hiérarchie, autorité).

Comme je vous l'ai dit, engagé dans les années 70 à l'extrême gauche ou se trouvant, à mes yeux, le combat le plus conséquent contre le stalinisme, en rupture depuis le 21 août 68 avec l'espérance réformatrice du PC (tendance Roger Pannequin pour me situer), je me suis confronté rapidement à une situation où les antagonismes entre l'idéologie marquée par l'ouvrierisme gauchiste d'une part et ma formation (DEA de troisième cycle de l'IAE) et mon accession à un poste de direction d'autre part ont ouvert dans ma tête quelques conflits. Je précise que mon cheminement politique ne se résume pas à cette seule question. Mais l'endroit d'où l'on porte son regard sur les questions sociales et politiques n'est pas neutre (analyser les écarts de vues entre l'enseignant et le cadre sup. serait intéressant). Or cet ensemble sociologique qui se réfère au statut de cadre constitue aujourd'hui 30 à 35 % des salaires. Je pense qu'il lui est difficile de se retrouver politiquement dans « l'offre » des mouvements politiques existants (sauf MBA ultras chez Madelin). Comme le disait mon prof d'économie à l'IAE : « Quand cette jeunesse intellectuellement mieux préparée découvrira l'illusion libérale alors le cours de l'histoire s'accélérera ». Telle est ma conviction. Je ne prétends pas que cette catégorie serait une nouvelle avant-garde. Comme vous le savez, je crois au peuple (dans son hétérogénéité) comme force de l'histoire. Je réagis à une volonté de cantonner les cadres dans un espace trouble. Dans un récent article du *Monde Diplomatique* sur le double jeu des classes moyennes, A. Accardo parle des « cadres et autres auxiliaires de la

domination » et plus loin évoque « les comparses et les victimes de toutes les impostures ».

La NAR en ouvrant un large espace de réflexion et d'engagement brise ces clivages sociologiques pour le meilleur du combat politique. Le lieu reste à se découvrir, mais les idées sont là fortes et convaincantes.

Et puis le prince Jean n'est-il pas également, et pour l'instant, un... cadre ?

F. T. (Essonne)

Colonne vertébrale

Vous me demandez mes impressions sur *Royaliste*. C'est un journal de conviction qui a du style, sans grisaille. Que ce soient *Rouge* ou *Lutte Ouvrière* ou *L'Humanité*, il leur manque le ton, là, chez vous, avec des moyens modestes le lecteur entrevoit un univers de pensées. Quand les hebdomadaires ont de l'allure et un savoir-faire (*Marianne*) ils n'ont pas de colonne vertébrale (il ne suffit pas de vouloir façon JFK pour en avoir). Je m'abonne donc au journal sans être en aucun cas sympathisant même lointain du courant politique qui a l'habileté de le concevoir. En toute amitié lectorale (lectrice) !

J. V. (Hérault)

Question sans réponse...

Dans le n° 809 de *Royaliste* je note que Sylvie Fernoy préconise « ... des augmentations substantielles de salaires dans la fonction publique pour soutenir l'activité industrielle déclinante... ».

Ancien fonctionnaire, retraité de la fonction publique, dont le montant est indexé sur l'évolution de la valeur du point d'indice, toute augmentation substantielle de cette valeur se répercuterait naturellement sur le montant de ma retraite ; j'en serais doublement satisfait, d'abord pour moi-même ensuite je pourrais me montrer un peu plus généreux dans le versement de ma participation à la souscription de *Royaliste*.

Ceci étant, je m'interroge sur la pertinence de cette suggestion.

Augmenter la rémunération des fonctionnaires c'est aussi augmenter d'un montant équivalent celle des agents « assimilés » puisque leur sort dans ce domaine est lié en droit. Pour augmenter le traitement des fonctionnaires ce peut être simple, l'Etat puise dans le budget, et celui-ci est bouclé en déficit. L'équilibre budgétaire n'est imposé par aucun texte. En ce qui concerne les collectivités locales et autres établissements (plus de cinq millions d'agents) le déficit budgétaire est légalement et heureusement interdit. Tout budget présenté en déficit est automatiquement soumis à la censure des contrôles de l'égalité, à l'examen des chambres régionales des comptes et de la Cour des

comptes elle-même. Tout cela est sage car même l'obligation d'équilibre respectée dans la forme on peut voir de drôles de choses dans certains budgets locaux.

Prenons à titre d'exemple le cas des communes (36 000 environ) dont le poste rémunérations représente en moyenne 60 à 65 % des dépenses de fonctionnement. Leurs recettes, au-delà de la dotation de l'Etat, sont essentiellement représentées par les impôts locaux : taxe d'habitation, taxes foncières, taxe professionnelle. Augmenter substantiellement les rémunérations certes, mais comment ? Deux solutions pour respecter l'équilibre : augmenter les impôts locaux ou diminuer les dépenses de fonctionnement et les investissements. Qui paie les impôts locaux ? Pratiquement toutes les familles de la collectivité (celle que soit leur situation économique : chômeurs, RMI, etc.) en ce qui concerne la taxe d'habitation, les propriétaires paient la taxe d'habitation et la taxe foncière, quant à la taxe professionnelle elle frappe les commerçants et les entrepreneurs.

Ainsi pour augmenter substantiellement les rémunérations d'agents communaux qui, dans l'ensemble ne touchent pas des traitements extraordinaires encore que non négligeables, qui ont de plus la sécurité de l'emploi, l'ensemble de la population devrait y aller de sa poche, ceci naturellement augmente de la progression des impôts d'Etat nécessaires au règlement de la progression des traitements des fonctionnaires proprement dits.

Quant à la taxe professionnelle, cet impôt antieconomique par excellence que tous les gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche, voudraient faire disparaître, l'augmenter ? On peut trouver mieux pour « soutenir l'activité industrielle ».

Ce qui est valable pour les communes l'est tout autant pour les administrations et personnels des Conseils généraux et régionaux à quelques nuances près relatives à leurs ressources. Et la même démonstration pourrait être faite pour les offices d'HLM et OPAC avec à la clé une augmentation substantielle des loyers ou pour les hôpitaux dont le fameux « prix de journée » s'envolerait.

Chère Sylvie, j'admire votre inépuisable sollicitude pour les fonctionnaires et leurs millions de dérivés. Cela fait même la deuxième fois que je lis votre proposition dans mon bimensuel préféré. Alors pas de solution ? Si, celle que préconise Arlette - vous les femmes vous êtes terribles - Ya Ka faire payer les riches. Bien entendu, je désirais vous interroger sur cette affaire mais en fait je n'attends pas de réponse, tout simplement parce qu'il n'y en a pas.

M. D. (Alpes Maritimes).

royaliste 
DIRECTION POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Comme une figue molle... - p.4 : C'est la fin d'un Monde - La loi Dutreil - p.5 : Sur quelques pays bombardés - p.6/7 : Euro : premier bilan - p.8 : Le prix de la liberté - p.9 : L'Etat, la justice et le pardon - p.10 : La campagne d'Italie - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Foucaud présidentielles.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (46 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Comme une figue molle...

Si vous voulez connaître le fameux vertige de la page blanche, écrivez donc un article sur M. Raffarin. L'exploit n'est pas hors de portée. Au bout d'une heure de vaticinations sur le vide, j'ai trouvé le bon stimulant : lire les articles des confrères qui y sont parvenus, compter les colonnes, et relever le défi.

Pour moi, le champion, c'est Christophe Barbier, de *L'Express*, auteur de quatre colonnes tassées sur « Raffarin le complexe » qui entraîne le lecteur sur des hauteurs philosophiques au vu desquelles on se sent tout petit.

Il faut dire que Christophe Barbier a eu le courage de lire le « bréviaire » que M. Raffarin a signé, qui s'intitule *Pour une nouvelle gouvernance* et dont au sujet duquel il serait présomptueux d'affirmer que Luc Ferry y a mis la main. M. Raffarin est un homme simple, qui recherche tout simplement « une éthique et une pensée du complexe ».

Cette simplicité se signale par un trait, relevé avec délicatesse par Christophe Barbier : « Raffarin aime le complexe sans complexes » ce qui nous place d'emblée sur le seuil d'une pensée en abîme. Celle-ci, figurez-vous, fonde un « discours de la méthode » qui permet de dépasser « l'opposition entre idéologie et gestion » autrement dit le conflit tartuffesque entre éthique de conviction et éthique de responsabilité (cf. Max Weber) qui fait les beaux soirs des dîners en ville et justifie les reniements distingués. En politique, on ne peut répondre que de ses convictions, saperlotte !

Vous me direz que tout cela est bien compliqué. Mais justement, Descartes-Raffarin va jusqu'à penser que le com-

plexe se heurte au compliqué. Comment échapper à ce piège dialectique ? Pas de problèmes, nous dit Hegel-Raffarin : « montrer que ce n'est pas simple ni facile, c'est déjà réformer ».

Moi qui suis simple d'esprit, je vais essayer de comprendre avec des exemples concrets.

Le dossier Air Lib n'était « pas simple ». Les salariés ont donc été réformés. Dire qu'ils ont été licenciés, mis au chômage ou jetés à la rue serait faire preuve de cette idéologie que le raffarinisme méthodologique a dépassé.

Ce n'est « pas facile » d'avouer que la situation économique est exécrable. Il faut donc la réformer par une reformulation méthodique du discours (la situation est « difficile ») et par un appel à l'effort. On va donc réformer les Françaises et les Français qui supportent mal les difficultés et qui se mettent en grève (ouvriers, pilotes d'Air France, employés de la SNCF...) par la « discipline » - le mot a été employé par le Premier ministre à La Réunion le 22 février.

Ce qui n'empêche pas M. Raffarin de compatir sincèrement aux malheurs des braves gens. Il faut, dit-il, que le gouvernement se « décarcasse » pour l'emploi. Génial, cette récupération d'un vieux slogan publicitaire (le Ducros qui se décarcasse) pour prévenir les nouveaux chômeurs que le gouvernement va se transformer en ANPE. Ceci au

moment où M. Mer assure qu'il n'y a rien à faire contre les licenciements, et où certains patrons confient aux journaux de droite qu'une telle déclaration équivaut à un permis de licencier à tout-va. Ce qu'il font, pour ne pas se compliquer la vie.

D'ailleurs, ils n'ont qu'à prendre exemple sur M. Raffarin, les patrons.

Dans un Parlement où le Premier ministre est le maître, c'est pas compliqué d'utiliser l'article 49/3 pour éviter une bataille parlementaire longue et fastidieuse sur la réforme des élections régionales.

Face à la crise économique et sociale, c'est pas compliqué de dire que le gouvernement n'y est pour rien : c'est la faute à la crise iraquienne, à la guerre qui vient, au dollar qui baisse, aux idéologues, aux Français qui ne veulent pas se laisser réformer, aux socialistes, aux attentistes et à pad'chance.

Dans un pays rongé par l'inquiétude, c'est pas difficile de rassurer. Adressant depuis La Réunion un message à « tous les Français », le Premier ministre a « solennellement » affirmé que « dans les difficultés, dans la crise, ce n'est pas par le social qu'il faut chercher des économies ». C'est sans doute pourquoi la gratuité des soins a été supprimée pour les bénéficiaires majeurs de l'Aide Médicale d'État (cf. *Royaliste* n° 807).

Ce Monsieur Raffarin, je le vois s'écraser comme une figue molle par une journée moite sous le regard indifférent de ceux dont il se moque, du haut de son arbre.

Yves LANDEVENEC

BRÈVES

♦ **GRÈCE** - Au grand dam du gouvernement socialiste grec, le roi Constantin a effectué une « visite surprise » de vingt-quatre heures dans son pays. Il s'est rendu à l'Ex-Palais royal de Tatoï pour se recueillir sur les tombes des membres de sa famille qui y sont enterrés. Depuis que la Cour européenne des droits de l'homme a condamné le gouvernement grec à indemniser d'une manière importante la famille royale pour les biens dont elle a été spoliée en 1994, les relations entre le gouvernement et le roi sont devenues encore plus mauvaises qu'au passé. Le roi est toujours déchu de sa nationalité et privé de passeport grec.

♦ **LIECHTENSTEIN** - C'est à la mi-mars que doit avoir lieu le référendum où les 16 500 électeurs de la principauté doivent se prononcer d'une manière définitive sur le projet de réforme constitutionnelle en discussion depuis près de dix ans. Ce projet renforce les pouvoirs du souverain, notamment en matière de nomination des juges qui ont été, dans un passé proche, accusés de laxisme dans les affaires de blanchiment d'argent sale. Le prince régnant Hans-Adam II n'a pas hésité à mettre tout son poids personnel dans la balance menaçant d'abdiquer et de quitter le pays si cette réforme n'aboutissait pas. Dans le cas contraire, le prince, âgé de cinquante-huit ans et qui dirige le pays depuis 1984, pourrait assez rapidement passer les commandes à l'actuel prince héritier Alois, âgé de trente-cinq ans.

♦ **MAROC** - A Kuala Lumpur, lors de la séance d'ouverture du 13^e sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des Non-Alignés (MNA) qui regroupe cent quatorze pays, le roi Mohammed VI a souhaité une réforme des structures du MNA pour en faire « une force de proposition à l'échelle mondiale, à même d'apporter une contribution efficiente à l'amélioration du monde dans lequel nous vivons. » et appelé à « la mobilisation de toutes nos forces pour que la voix de nos nations soit entendue et prise en compte dans les grands débats et forums internationaux ». Il a conclu en affirmant que le Maroc « s'engageait à consacrer son mandat à la tête du Groupe des 77, à favoriser l'action collective pour l'édification d'un monde où règnent les valeurs démocratiques et où prévalent la sécurité, la justice et la solidarité ». Le Groupe des 77, dont le Maroc vient de prendre la présidence en janvier, a été créé en 1964 et regroupe en une structure permanente cent trente trois pays en voie de développement.

♦ **BULGARIE** - Interrogé par le magazine russe *Biznez Kontady*, le roi Siméon, actuel Premier ministre de Bulgarie, a refusé de dire s'il préférerait la monarchie ou la république et a déclaré que : « les deux systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients, je suis surtout attaché à la démocratie ».

C'est la fin d'un Monde !

Riche d'analyses impitoyables, lourde de révélations, l'enquête de Pierre Péan et Philippe Cohen (1) établit de mille et une manière que la réputation des trois maîtres du *Monde* était en tous points usurpée.

Lorsque nous dénoncions dans notre dernier numéro l'exploitation infâme, par *Le Monde*, du suicide d'un jeune homme atteint au plus profond de son être par un drame familial, nous ne savions pas que les trois maîtres du journal allaient enfin payer d'un seul coup leurs malhonnêtetés morales et intellectuelles, leurs tripatoillages financiers leurs magouilles politiciennes.

Frappés, parmi tant d'autres, d'une excommunication majeure qui nous avait été signifiée en 1988 par le petit télégraphiste du groupe, déjà influent, qui allait prendre le pouvoir, nos tribunes et communiqués n'étaient pas publiés, nos noms et organisations n'étaient quasiment plus cités. Cet interdit était strictement respecté (à trois ou quatre exceptions près avant 1994), et nous faisons l'effet de tirailleurs irréguliers, flinguant de toutes nos escopettes les hautes murailles du journal devenu « institution ». Nos balles de papier n'atteignaient pas leurs cibles, mais le fait de tirer était mal vu. Des amis, éditeurs, journalistes, nous prévenaient : « Jean-Marie Colombani ne pardonne jamais une insolence, vous en reprenez pour dix ans ! » Nous considérions comme un honneur la reconduction tacite du décret d'exclusion.

Bien entendu, nous avions pris soin de distinguer à la manière corse *Le Monde* - Canal historique et *Le Monde* - Canal Colombani. Le Canal historique est formé par l'ensemble des rédacteurs fidèles à

l'exemple de Hubert Beuve-Méry, Jacques Fauvet, André Fontaine et André Laurens, les quatre premiers directeurs du journal qui demeurent des exemples de rigueur professionnelle, d'intégrité personnelle et de souci du bien public.

Hélas, trois voyous en col blanc s'emparèrent du journal en 1994 dans des conditions que Pierre Péan et Philippe Cohen expliquent en détail. Leur dictature, pesante pour les rédacteurs qui n'ont pas fait acte d'allégeance, s'étendait à une partie de la presse parisienne et régionale et à une partie de l'édition. Le pouvoir légal était renforcé par des réseaux très diversifiés (intellectuels, services secrets) et par des pratiques inavouables que Pierre Péan et Philippe Cohen dévoilent à partir de documents irrécusables.

Tous deux ont fait leur travail de journalistes.

Nous continuerons quant à nous notre travail politique.

Face à l'offensive qui vient de se déclencher, Jean-Marie Colombani a déclaré qu'il faudrait que chacun choisisse son camp. Nous apporterons notre modeste contribution à la défaite de MM. Colombani, Pénel et Minc, dans l'espoir de voir renaître un *Monde* fidèle à l'esprit de ses premiers directeurs.

Annette DELRANCK

(1) Pierre Péan, Philippe Cohen, « La face cachée du *Monde* », Mille et une nuits, prix spécial pour les lecteurs de *Royaliste* : 22 € (franco de port).

La loi Dutreil de l'occasion manquée

Le débat utile sur les conditions de la création d'entreprises n'aura pas lieu. L'allègement, à la honteuse, de l'ISF nous en a privé.

Puisqu'il n'a pas eu lieu, introduisons-le ! A l'avouer à la franche marguerite, il n'y a pas grand chose dans cette loi, et il est symptomatique de constater que le Medef ne s'est arc-bouté que sur des questions intéressant les financiers et non les créateurs d'entreprise. Bon, je vous accorde la simplification administrative, d'ailleurs de faible ampleur, surtout pour les plus petites entreprises, les artisans notamment. A côté de quelques mesures gadgets, du genre immatriculation en ligne et diverses babioles du même acabit, il n'y a rien pour les créateurs ou si peu.

En revanche, le volet transmission a été soigné, ce qui va permettre, mais qui cela étonnerait-il, de conforter ceux qui possèdent déjà. Tiens, tiens, notre loi considérée comme devant doper la création et réaliser un progrès, ne serait-elle, en fait, que le maillon suivant d'une politique fort conservatrice en matière économique et d'accès au rang quasiment nobiliaire de « chef d'entreprise ».

On m'objectera, qu'après tout, le capital à un euro est une vraie avancée... A vous dire le vrai, j'aurais bien aimé... Admettons tout de même que cette idée venue des marches européennes de l'empire américain, n'est pas si mauvaise, loin de là ; il est vrai que pour certaines activités de services, un capital de

départ n'est pas indispensable mais, notez-le, jamais inutile. Seulement voilà, le problème n'est pas là. Les Anglais ont un avantage sensible sur nous, voire déterminant. Il y a des banquiers en Angleterre, il n'y en a pas en France ! Je vous mets au défi d'aller, avec un projet bien ficelé, faire le tour des banques. Le gouvernement n'a même pas évoqué une question que ni le Medef, ni la CGPME ne soulèvent jamais, le premier étant un syndicat de financiers, l'autre de rentiers.

Voulons-nous vraiment des créations d'entreprises et partant d'emplois ? Je vais vous surprendre, mais c'est relativement simple et seul le conservatisme et le « financiarisme » de notre économie empêchent une vraie et belle avancée. Cela ne peut tout régler, l'absence de politique industrielle est une catastrophe mais, dans le secteur, très français, des services il y a fort à faire, et tout de suite. Le problème n'est ni l'État, ni l'administration, ni les organismes collecteurs de cotisations sociales ; des besoins existent, donc des (vrais) emplois, donc de la richesse nationale à redistribuer ; des recettes assez simples peuvent être mises en œuvre pour soutenir cela, et sans « arrosage » intempestif avec de l'argent public. Pourquoi cela n'intéresse-t-il pas le gouvernement ?

Pascal BEAUCHER

Sur quelques pays bombardés

Des intellectuels français qui se mobilisaient pour faire, à Paris, la guerre aux Serbes de Bosnie, puis du Kosovo, et qui avaient appelé à la croisade américaine en Afghanistan, hésitent à s'engager contre l'Iraq. Ils auraient avantage à faire le bilan des précédentes interventions.

Régulièrement, la presse quotidienne nous informe des tourments des « intellectuels » - en l'occurrence du groupe des intellocrates qui disent la morale et le droit dans les médias. Ceux-là sont aujourd'hui à la peine. Plusieurs d'entre eux hésitent à soutenir la guerre préventive contre l'Iraq et certains appellent à privilégier la mobilisation « pour la Tchétchénie ». Leur attitude est intéressante mais pas décisive car ces représentants de la « génération morale » n'ont qu'une très faible influence sur l'opinion publique. Au plus fort de l'agression aérienne contre la Yougoslavie, ils n'avaient pas déplacé plus de deux cents manifestants pour réclamer qu'on arme les extrémistes albanophones de l'UCK. Et lorsque le président Poutine est venu à Paris, ils n'étaient pas plus de trois cents à soutenir la cause de l'indépendantisme tchétchène - alors que trois cent mille manifestants

défilaient la même semaine contre la guerre en Iraq.

Il va sans dire que la justesse d'une cause ne s'apprécie pas au nombre de manifestants qu'elle mobilise. Mais il nous paraît indispensable, pour la bonne information du public et pour l'équilibre du débat démocratique, que Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Olivier Mongin et autres représentants de la prétendue « génération morale » ne soient pas systématiquement privilégiés.

Comme c'est là un vœu pieu, nous souhaiterions au moins que ces « intellectuels médiatiques » s'interrogent publiquement sur les conséquences des interventions militaires occidentales en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan - et acceptent de reconnaître leurs erreurs.

L'Afghanistan ? « *Un des principes de la « guerre juste* », déclarait voici peu Olivier Mongin, *est de favoriser une situation d'après-guerre susceptible d'être meilleure* ». Les simples voyageurs qui rentrent d'Asie centrale nous disent que le trafic de drogue a repris avec la complicité des Américains, de même que la guerre entre les différents groupes. Les vainqueurs des taliban ne contrôlent rien, pas même Kaboul, et l'armée américaine a confié à une société privée de mercenaires la protection du président Karzaï. Nul doute

que les Afghans attendent avec impatience les conseils de Bernard-Henri Lévy. L'« ami » du commandant Massoud viendra-t-il suppléer aux carences du protectorat américain ? Nous retenons notre souffle.

La Bosnie-Herzégovine ? Comme en Croatie, comme en Serbie-Monténégro, les trois quart des jeunes gens veulent quitter ce pays de misère que les intellocrates susnommés ont laissé à son triste sort. Dans une économie livrée aux pratiques mafieuses, victime du chômage (qui touche 40 % de la population active) et de privatisations menées n'importe comment, les populations bosniaques n'en peuvent plus. Au cours des trois derniers mois, des grèves très suivies ont éclaté à Tuzla, Bihać, Sarajevo, Banja Luka. Serbes ou Musulmans, les Bosniaques seront ravis d'apprendre que Bernard-Henri Lévy fut « *un fervent partisan de l'intervention en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan* » parce qu'il estimait « *que l'inaction occidentale équivalait à une inexcusable non-assistance à peuple en danger* ». A l'action, BHL, les peuples dont tu parles sont toujours en danger !

Le Kosovo ? Pierre Hassner, expert patenté, ose dire que « *le Kosovo était non seulement proche, mais petit, c'était plus facile et encore, ça a failli rater* » alors que l'Iraq est relativement plus loin. Incroyable argument ! Comme

le Kosovo reste proche, figurez-vous, il n'est pas difficile d'aller vérifier que cette malheureuse province, dans laquelle la plupart des expulsés serbes ne peuvent pas revenir, est à nouveau au bord de la guerre civile - cette fois entre fractions albanophones. Début janvier, on apprenait que Tahir Zemaj, ancien commandant de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) avait été assassiné à Pec, ainsi que deux autres Albanais. De nombreux partisans d'Ibrahim Rugova, auquel Tahir Zemaj s'était rallié, ont connu le même sort au cours de l'année écoulée. Pour sa part, le clergé serbe déplore plus de cent attaques contre des églises et des œuvres d'art orthodoxes depuis l'intervention des troupes de l'Otan. Là encore, les Américains et Bernard Kouchner, ont été incapables de recréer des conditions minimales de sécurité.

Qu'en pensent les stratèges parisiens, amis de l'UCK ? Comment peuvent-ils hésiter à se prononcer contre une nouvelle guerre d'agression, alors que l'incapacité des militaires et des conseillers américains est patente dans les pays dont ils ont récemment pris le contrôle ?

Ces questions sont inconvenantes, et on nous accusera de faire silence sur les souffrances de la Tchétchénie. Comme nous aimerions que les amis de la Tchétchénie, donc des Russes qui vivent et souffrent eux aussi dans ce pays, nous expliquent en quoi le dénigrement systématique de la Russie (par les impeccables moralistes du Monde tout particulièrement) et les insultes adressées au président Poutine font avancer le règlement politique de cette terrible guerre civile.

Jacques BLANGY

N.B. Toutes les citations des intellectuels sont tirées d'une enquête du Monde du 1/1/03. Les renseignements sur la situation dans les Balkans sont puisés dans des articles traduits en français et publiés par le Courrier des Balkans (<http://www.balkans.eu.org/>). Nous conseillons de lire ces articles, parmi d'autres tout aussi instructifs, dans leur intégralité.

**Royaliste
vous plaît ?**

**Faites le
connaître à
vos amis.**

**Abonnement d'essai
3 mois = 3,80 €**

Pour avoir annoncé avec Sylvie Ferno *Le krach de l'euro* puis publié dès février 2002 son autocritique (Royaliste n° 788), Bertrand Renouvin s'est exposé à deux reproches contradictoires : celui d'un catastrophisme démenti par le passage réussi à la nouvelle monnaie ; celui d'une trop grande précipitation à reconnaître son erreur d'anticipation puisque rien n'est joué : les Français acceptent difficilement l'euro et son succès économique n'est pas assuré. Pour relancer le débat, Sylvie Ferno compare les promesses faites par les partisans de l'euro et le bilan qu'ils établissent un an après.

Paris, le 8 janvier 2002. Selon la coutume, Jacques Chirac présente ses vœux aux « forces vives ». Le président insiste sur la nécessité de rendre la France plus « attractive » et « compétitive » pour « attirer les capitaux et l'activité » et « lutter efficacement contre les délocalisations ». Thème rebattu, mais pimenté par le passage à la nouvelle monnaie fiduciaire.

Avec l'euro, déclare le président, « les entreprises françaises sont désormais partout chez elles » mais « en contrepartie, la concurrence pour attirer les investissements sera plus rude ». Effort donc, suivi de l'image reconfortante de lendemains enchanteurs. La nouvelle monnaie constitue « une réforme considérable, un moment historique ». « L'euro est porteur de croissance, d'emploi et de pouvoir d'achat pour la France et pour l'Europe. Il ne nous prémunit pas contre les aléas de la conjoncture. Mais à coup sûr, il signifie un meilleur niveau de vie, moins de chômage, plus d'investissements, plus de liberté et de stabilité pour organiser la croissance à long terme de notre pays. »

Quelques jours auparavant, Éric Le Boucher (que nous avons connu très à gauche) avait mélangé le lyrisme, le balancement circonspect et l'apologie « experte » dans un article (*Le Monde* du 29 décembre 2001) qui résume les avantages de la prétendue monnaie européenne, qu'on serinait depuis des mois : « A quarante-huit heures du passage à l'euro, l'euphorie semble gagner la majorité des citoyens des pays de la zone euro de l'Union. Mais au-delà de l'ivresse de la révolution réelle, concrète et sans effusion de sang que suscite l'euro, l'absence d'Europe politique et

sociale, citoyenne et stratégique atténue sa portée. »

Curieusement, cette révolution « ne va, au fond, rien changer » car l'euro a été créé en 1999 et les hommes politiques qui croient que le passage à l'euro fiduciaire va provoquer un « choc fédérateur » se trompent lourdement car l'Europe politique est « en panne ». Cependant, poursuivait Éric Le Boucher, l'euro est une bonne chose car il met fin aux guerres monétaires intra-européennes par voie de dévaluation, constitue « une zone de stabilité qui met à l'abri des attaques monétaires spéculatives, aujourd'hui très fréquentes dans un monde financier globalisé » et facilite la comparaison des coûts (*benchmarking*). Neutre quant à la consommation des ménages, sans grand effet sur l'hypothétique union fiscale, l'euro ne ferait pas œuvre « fédérative » mais serait « un bon instrument libéral de marché ».



Enjeux monétaires

Euro premier

15 février 2002. Un sondage IFOP nous apprend que six semaines après le passage à l'euro près de quatre Français sur dix (39 %) disent regretter la monnaie nationale, alors que 61 % affirment qu'ils ne sont pas nostalgiques. Dans les milieux officiels de droite et de gauche, on se congratule : le passage à l'euro, c'est une réussite. Cassandra n'a plus qu'à manger son chapeau.

Un an plus tard, il faut passer au bilan. Telle est en effet l'injonction sans cesse proclamée par les gestionnaires ultra-libéraux : évaluation, transparence, comparaison des coûts et des avantages ! Or les responsables politiques et monétaires sont restés d'une discrétion de violette en ce premier anniversaire.

L'euphorie des consommateurs a disparu, si tant est qu'elle n'ait jamais existé dans un pays qui comptait 9 % de chômeurs officiels l'année dernière. Selon les tendances indiquées par les sondages, plus de 60 % des Français déclarent regretter le franc, avec un pourcentage beaucoup plus élevé dans les milieux populaires : 71 % des employés et 77 % des ouvriers. L'exactitude de ces résultats est sans doute contestable, mais il est permis d'affirmer que l'euro est ressenti comme une contrainte, plus ou moins douloureuse, par une majorité de Français.

Le pouvoir d'achat des Français et des autres habitants de la zone euro a été sérieusement affecté par la hausse des prix des biens de consommation courante avant et après le fameux « passage ». Tel est l'avis exprimé par 96 % des Français - et par trois Européens sur quatre selon l'« Eurobaromètre » publiée en février par la Commission européenne. Avis qui n'est pas négligeable puisque, par

Bilan

définition, une monnaie fiduciaire repose sur la *fides* - la confiance qui fait complètement défaut.

La réalité du passage à l'euro demeure problématique. Même si l'on considère comme anecdotique le retour passager au franc ou au mark dans quelques magasins, c'est un fait que le gouvernement a décidé de maintenir au-delà du 31 décembre 2002 le double affichage. Ceci au vu de sondages indiquant que 78 % des Français (contre 38 % l'été dernier...) souhaitent que les deux prix continuent à être marqués tout au long de l'année 2003. Le directeur de la prévision à l'INSEE évoque une « large déconnexion » et « une inquiétude et une perte de repères des ménages par rapport à la nouvelle monnaie ». Et Jacques Marseille, professeur d'histoire économique à Paris I-Sorbonne, estime que « la plupart des Français payent en euros tout en pensant en francs. Ils ne se rendent pas compte de ce qu'ils payent. La situation actuelle me fait penser à la France de l'Ancien Régime, lorsqu'il y avait une monnaie de compte et une monnaie d'usage ». L'euro, monnaie de régression ! Les partisans de l'euro peuvent affirmer que ces obstacles psychologiques seront finalement surmontés par les consommateurs. Leur patience risque d'être mise à rude épreuve car les dirigeants des pays de la zone euro et les experts consacrés sont bien obligés d'admettre que l'euro n'a pas eu les effets bénéfiques qu'ils vantaient dans leurs déclarations publiques (en privé, les

oligarques avouent des objectifs très différents, notamment la baisse nécessaire des salaires et la réduction de la protection sociale au nom de « l'attractivité » des salaires et le maintien d'un fort taux de chômage « d'équilibre »).

La croissance décline et la zone euro est entrée dans une logique de récession. L'économie allemande se trouve dans une situation déplorable, l'économie française ne va guère mieux : notre taux de croissance a été de 1,2 % en 2002 et Francis Mer a fini par avouer, le 21 février, que l'objectif de croissance du PIB de 2,5 % « n'est plus atteignable » cette année. En fait, un résultat négatif n'est pas impossible, en France et pour l'ensemble de la zone.

La situation de l'emploi reflète la crise générale : licenciements massifs, faillites de sociétés et ravages dans la sous-traitance augmenteront fortement le nombre des chômeurs dans les prochains mois.

Bien entendu, la propagande gouvernementale affirmera que les mauvais résultats conjoncturels sont la conséquence de la situation internationale, ce qui est faux car la situation économique et financière s'est dégradée bien avant le déclenchement de la mécanique belliqueuse. En outre, les citoyens d'Europe, auxquels on se réfère de temps à autre, se souviennent du

slogan martelé entre 1999 et 2002 : la « forteresse euro », censée les protéger contre les agressions extérieures. Hélas, l'euro-forteresse n'était qu'un tigre de papier, si

l'on ose cette association d'images pour le moins risquée.

La stabilité évoquée en janvier 2002 par Jacques Chirac ne saurait être portée au crédit du système monétaire et financier européen, examinée selon les critères officiels et les promesses faites.

Pacte de stabilité ? Le président de la Commission l'a déclaré stupide et les dirigeants allemands, paralysés par cette contrainte imbécile, veulent l'assouplir tandis que les Français ne sont pas sûrs de tenir leurs absurdes engagements. Ce qui n'empêche pas les ministres des Finances des Quinze réunis en conseil (Ecofin) de proclamer que le Pacte doit être respecté. Hypocrisie, confusion, aberration.

Stabilité du taux d'inflation ? Cela dépend des pays et la Banque centrale

européenne, qui joue sur les mots lorsqu'elle parle d'inflation (cf. *Royaliste* n° 806), ne peut pas maîtriser les tendances divergentes - inflationnistes en Irlande, déflationnistes en Allemagne. Et Éric Le Boucher, qui redoute que notre grand voisin ne glisse « vers des abîmes à la japonaise » s'affolait en novembre dernier (*Le Monde* du 3/11/02) et conjurait la BCE de baisser ses taux d'intérêts pour sauver l'Allemagne. Remède illusoire (comme le montre l'exemple du Japon), que la BCE utilise avec une extrême parcimonie car elle est chargée de lutter contre l'inflation - non de financer le soutien de l'activité économique.

Stabilité du change ? Les banquiers centraux et les groupes de pression financiers voulaient un euro fort mais, dans un monde dominé par le dollar, ils ne pouvaient empêcher que l'euro soit faible - ce qui a favorisé les exportations des pays de la zone euro et largement contribué à maintenir un taux convenable de croissance au tournant du millénaire. La baisse du dollar fait depuis quelques mois remonter l'euro, ce qui pénalise les exportations de la zone et aggrave les difficultés économiques. Là encore, contrairement aux prévisions, l'euro est resté mécaniquement associé aux mouvements du dollar (tout comme les Bourses européennes demeurent « dans le sillage » de Wall Street) sans que la BCE et les ministres des Finances de l'Union européenne veuillent ou puissent réagir.

Tel est le bilan provisoire. Reste à savoir combien de temps durera ce système monétaire aberrant et dangereux. Cette fois, je ne m'engagerai pas sur une date !

Sylvie FERNOY

Pour en savoir plus

■ Jacques Sapir, « Les Trous noirs de la science économique - Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent », Albin Michel, 2000, prix franco : 22 €. Cf. *Royaliste* n° 781.

■ Revue française d'anthropologie, n° 162, avril/juin 2002 consacré aux Questions de monnaie, tout particulièrement la présentation de Stéphane Breton : « Monnaie et économie des personnes » et l'article d'André Orléan : « La monnaie contre la marchandise ».

■ Michel Aglietta et André Orléan, « La monnaie entre violence et confiance », Odile Jacob, 2002, prix franco : 27 €. Les pages 292-314, sont consacrées à la naissance de l'euro.

■ Bertrand Renouvin, Sylvie Fernoy, « Le krach de l'euro », Éditions du Rocher, 2001, prix franco : 13 €.

♦ **Citoyenneté.** Ancien ministre (communiste) de François Mitterrand (1981-1984), aujourd'hui conseiller d'Etat, Anicet Le Pors avait publié en 1999 une remarquable présentation des valeurs et des conditions d'exercice de la citoyenneté.

Preuve manifeste du succès de cet ouvrage destiné au grand public, une troisième édition mise à jour a paru en l'année dernière aux PUF. Citoyens, immigrés désireux d'acquiescer la nationalité française, militants politiques et syndicalistes y trouveront un clair exposé des principes, une explication des notions qui leur paraissent familières et qui méritent d'être précisées (service public, responsabilité, égalité...) ainsi qu'une présentation des problématiques actuelles - notamment celles qui touchent à l'Europe.

■ Anicet Le Pors, « **La Citoyenneté** », Que Sais-je ? PUF, novembre 2002, prix franco : 8 €.

♦ **Mahomet.** Docteur d'Etat en droit et en civilisation islamique, actuellement professeur d'arabe au lycée Louis-le-Grand, Anne-Marie Delcambre avait publié en 1987 chez Gallimard un ouvrage sur Mahomet. Le voici réédité dans une autre maison. Alors qu'on parle aujourd'hui à tort et à travers du Prophète, du Coran et de l'islam, l'auteur a procédé à une mise en perspective historique sur l'Arabie au temps de Mahomet avant de présenter la figure du Prophète - aussi éloignée des caricatures actuelles que du mythe qui s'est constitué au fil des siècles. Définitions, étymologies, références précises au Coran et commentaires d'auteurs chrétiens éclairent ce travail de vulgarisation - indispensable à l'heure où l'islam est l'objet de polémiques médiocres ou dangereuses quant à la paix civile.

■ Anne-Marie Delcambre, « **Mahomet** », Desclée de Brouwer, décembre 2002, prix franco : 16,5 €.

♦ **Hamlet.** Luc de Goustine avait joué le *Spectre* au Théâtre de la Tempête à la Cartoucherie de Vincennes dans la mise en scène de Philippe Adrien, après s'être consacré à une nouvelle traduction de la pièce. La voici enfin publiée en collection de poche. Elle est utilement accompagnée d'un historique des représentations, d'une bibliographie et, surtout, d'un commentaire de l'œuvre par lequel il faut commencer sa lecture ou relecture. En nos temps apocalyptiques, écrit le traducteur, Hamlet est l'homme qu'il faut suivre dans son itinéraire labyrinthique - celui qui est voué à la fatalité de la vengeance meurtrière et qui se libère du mal au seuil de la mort-renaissance. « *Procédons tout de suite à cette évocation, pendant que les esprits des hommes sont égarés, de peur qu'à force d'intrigues et d'erreurs, d'autres désastres ne surviennent* ». Tel est le conseil d'Horatio.

■ William Shakespeare, « **Hamlet** », traduction de Luc de Goustine, L'Arche, collection Scène ouverte, Janvier 2003, prix franco : 10 €.

Le prix de la liberté

**On croit que les intellectuels en général,
les romanciers en particulier, vivent d'écriture
et d'eau fraîche dans le ciel des idées pures
- là où il n'y a ni factures d'électricité, ni visites
d'huissiers.**

Les philosophes cultivent les idées abstraites. Les romanciers sont coupés des réalités du terrain, là où sont les vrais gens. Lire et écrire, ce n'est pas vraiment travailler. Douce et glorieuse vie des « intellectuels en chaise longue ».

Par association de clichés, on croit que l'écrivain est un être détaché des problèmes matériels, étranger aux biens de ce monde. S'il vit dans une soupente glaciale, avec un quignon de pain, c'est qu'il est en attente d'être reconnu comme génie de la littérature mondiale. Nous verserons des larmes sur la jeunesse bohème du grand homme lorsque, enterré avec les honneurs de l'Académie française, un biographe éminent (genre Lacouture) narrera les années difficiles en un chapitre frémissant.

A partir de détails véridiques, des hasards heureux (le Goncourt) et du spectacle médiatique, on compose une image totalement fautive des écrivains, que les membres de cette étrange corporation exploitable à merci ne peuvent pas changer parce qu'ils ne veulent pas avouer que leur existence est misérable quand ils vivent seulement de leur plume.

Suzanne Bernard est l'exception qui justifie la règle. Elle est connue : une quinzaine d'ouvrages publiés, traduits, réédités. Elle n'est pas reconnue : on ne la voit

pas à la télévision, elle n'a pas retenu l'attention du *Monde*... Aurait-elle péché contre l'esprit du temps ? Au contraire, elle était dans la norme : militante maoïste, partie travailler en Chine, elle avait vraiment tout pour plaire. Mais, revenue en France, elle a choisi de consacrer sa vie à l'écriture, sans jamais faire la moindre concession. La preuve, c'est le récit (1), sans fioritures ni larmoiement, qu'elle consacre à ses conditions de travail et de vie.

Les professeurs de réalisme y apprendront que l'écrivain, à la différence des énarques, des conseillers en communication et des moralistes du *Monde*, est quelqu'un qui connaît, au centime près, le prix des choses les plus humbles : un crayon à bille, un flacon de poivre, une douzaine d'œufs. Ce pur esprit parle avec une compétence de technocrate des retenues CSG, de la TVA, et des AGESEA. Individu libre opérant sur le marché du livre, il connaît par cœur le contrat-type d'édition, garde en mémoire le montant de ses à-valoir successifs et sourit tristement lorsqu'on vante son mépris de l'argent. Juriste formé sur le tas, il connaît les finesses du droit bancaire (quand elles concernent les chèques sans provision...) et les étapes d'une procédure de saisie. Il sait qu'il faut « manger pour vivre... » mais apprend très vite qu'on se trouve aux limites de la survie lorsqu'on dispose en moyenne

de 5,34 € par jour pour renouveler sa force de travail.

Suzanne Bernard évoque avec pudeur la faim et les soirs de bombance qui marquent la réception d'un chèque ou la vente, pour la belle somme de vingt-huit euros et quarante-deux centimes, d'un demi-napoléon usé. Elle parle du froid comme seuls peuvent en parler ceux qui ont été saisi par lui - car « *le Froid n'est pas une chose, c'est un être* ». Elle dit l'hypocrisie des éditeurs, la lâcheté des directeurs de collection, les aberrations de la production littéraire, l'exploitation du prolétariat intellectuel. Ah ! Cette invisible main qui fait que les ventes de votre livre s'arrêtent juste au moment où votre compte allait devenir créditeur ! Vous connaîtrez les vrais chiffres et les vrais tirages - ceux que les écrivains pauvres et mal traités ne donnent pas parce qu'il ont honte de leur misère et parce qu'on leur reproche de n'avoir pas su « se vendre ».

Il a fallu un grand courage à Suzanne Berger pour dire tout cela et beaucoup de talent pour éviter tout ce qui pourrait ressembler à de l'apitoiement. Talent « naturel » en quelque sorte car il se confond avec le bonheur d'écrire, avec la joie de rencontrer un éditeur qui croit en son métier et quelques critiques qui lisent les livres que leurs sont confiés.

Suzanne Bernard est une femme libre qui sait le prix de la liberté.

Maria DA SILVA

(1) Suzanne Bernard, « **Chair à papier** », Le Temps des Cerises, 2003, prix franco : 13 €.

L'État, la justice et le pardon

Comment s'accommoder d'une histoire qui est tragique de part en part, d'une dette aux victimes proprement inextinguible alors qu'il faut bien continuer à vivre et à tâcher de faire vivre les gens ensemble ? Certes, nous avons la chance d'habiter pour notre part dans une Europe apaisée depuis la Seconde Guerre mondiale, du moins dans sa partie occidentale. La partie orientale tente de nous rejoindre depuis la chute du communisme, afin de bénéficier de la paix civile et d'une sécurité internationale. Cette pacification européenne est fondée sur le droit, et, quelles que soient les polémiques qui affectent l'actualité, la référence aux droits de l'homme apparaît trop précieuse pour qu'on conteste sa légitimité. Pourtant, notre société « apaisée » reçoit toujours en plein visage les retours du passé et les requêtes de la mémoire. Le procès Papon, durant de longs mois, a ravivé le souvenir douloureux de l'Occupation, en montrant qu'il était difficile d'oublier ce dont les héritiers directs des victimes continuent à témoigner. D'ailleurs, la notion des « crimes imprescriptibles » est venue s'interposer pour rendre impossible l'amnistie qui imposait l'oubli au moins légal des crimes passés.

Même lorsque l'amnistie votée s'impose, on cherche à la contourner, en s'attaquant par exemple au témoignage présent des « coupables » amnistiés. On le voit aujourd'hui avec le procès du général Aussaresses et de ses éditeurs. Par ailleurs tout un secteur de l'opinion réclame la réprobation publique de ce qui fut perpétré par l'armée française en Algérie. Une tendance idéologique plutôt dominante vise à délégitimer ce qu'elle tient pour la complaisance des politiques afin de mieux mettre en valeur l'exigence supérieure de la justice. D'ailleurs une société démocratique ne se doit-elle pas de répondre aux requêtes des citoyens qui demandent la reconnaissance stricte de ce qui leur est dû ? Dans ce climat, le pouvoir judiciaire acquiert une importance de plus en plus grande. Faut-il dire démesurée ? La justice peut être elle-même déstabilisée par les charges dont on l'investit et l'imperfection de ses auxiliaires peut, à terme, se retourner contre son impeccabilité...

L'attention des observateurs s'est particulièrement concentrée ces dernières années sur le passage à la démocratie de certaines nations soumises précédemment à des « pouvoirs autoritaires ». Je préférerais pour ma part parler de « dictature » que je distinguerai des formules totalitaires curieuse-

ment passées sous silence. Comment parvenir à une certaine normalisation après que les pires excès aient été commis ? Faut-il châtier absolument tous les coupables, pour répondre à la douleur des victimes et de leurs proches ? Mais, en ce cas, ne prend-on pas le risque de faire renaître l'acrimonie des anciens maîtres au point de mettre en péril la paix civile et le retour à un État de droit ? Face à cette menace, les pays concernés ont choisi des stratégies diverses, mais ils se retrouvent tous devant les mêmes équilibres instables, les mêmes solutions improbables. Ils aspirent, les uns et les autres, à une réconciliation nationale garante d'une unité retrouvée. L'Afrique du Sud s'est distinguée par une volonté explicite de pardon, grâce à la médiation d'une *commission de vérité et de réconciliation représentative*, dont l'archevêque anglican Desmond Tutu constituait la figure de proue. Le prix Nobel de la paix avait été l'un des *leaders* moraux de la lutte contre l'*apartheid*. Son désir de susciter la paix des cœurs grâce à une confrontation directe entre les protagonistes ne pouvait souffrir d'aucune suspicion.

par Gérard Leclerc



L'expérience ainsi menée semble audacieuse et généreuse, elle ne se contente pas de faire apparaître une vérité historique, elle s'engage dans un processus inédit, jusqu'à devenir une sorte de « tribunal des larmes ». Ainsi que l'écrit Sandrine Lefranc dans un ouvrage dense consacré aux *Politiques du pardon* : « A l'interrogatoire semi-juridique visant, dans des limites précisément définies, à recueillir des faits, elle substitua ce qu'elle voulait être une écoute empathique du comportement criminel. » Cela va jusqu'à une sorte de ritualisation dont la fonction thérapeutique est explicite. De la part d'un Desmond Tutu, pareille démarche est homogène à une conviction et une détermination pratique, elle s'accompagne d'une sorte de liturgie qui n'est compréhensible que dans l'univers culturel et religieux de l'ancien pays de l'*apartheid*.

Sandrine Lefranc souligne l'échec de cette procédure qui n'est pas appréciée par la majorité et subit la réprobation d'une grande partie des victimes. Est-ce à dire que la solution qui consiste à faire l'économie de poursuites judiciaires est impensable et que l'introduction de la notion de pardon dans les relations politiques et judiciaires s'est avérée vaine, parce qu'inadéquante et impossible ? Le grand mérite du travail de Sandrine Lefranc est de s'engager dans une discussion serrée de cette tentative de sortie de la violence au moyen du pardon politique. La confrontation avec les philosophes et les théologiens ainsi que la mise à l'épreuve de ce pardon biaisé par la *Realpolitik* est des plus intéressantes. Toutefois on hésite à comprendre si réellement l'échec est patent. Certains aperçus des discussions théoriques font plus que plaider en faveur d'une action qui transforme la dette de culpabilité dans le cadre d'une mémoire nouvelle. Quoi qu'il en soit, l'incertitude finale d'une enquête nous semble plutôt pencher en faveur d'une grande prudence de fond et d'une attitude prudentielle qui répudie tous les dogmatismes en la matière. Le rêve d'une justice parfaite s'oppose à une justice effective comme l'utopie de la transparence sociale s'oppose à la simple communauté des hommes.

■ Sandrine Lefranc, « *Politiques du pardon* » - Fondements de la politique, PUF, prix franco : 25 €.

DOSSIER

François
PERROUX

François Perroux (1903-1987) était à la fois un royaliste convaincu et un économiste de renommée mondiale. Il a laissé une oeuvre importante dont les concepts sont toujours d'actualité et gardent un caractère opérationnel étonnant.

Dossier François PERROUX

■ Editorial

par François Denoël

■ Perroux et le pouvoir économique

par Jean-Claude Delaunay

■ Penser, faire une révolution mondiale

par Bertrand Renouvin

■ L'économie et la Ressource Humaine

par Gérard Donnadieu

■ Du concept de développement chez François Perroux aux théories de la performance par le changement organisationnel en sciences de gestion

par Wilfrid Azan

■ François Perroux, lecteur de Marx

par Thierry Pouch

■ Oeuvres et études sur François Perroux

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le numéro 40 de *Cité* et joint 7 € en règlement.

La campagne d'Italie 1943-1945

Ah ! Juin, sans les Français nous ne serions pas là aujourd'hui !

« L » à c'est Rome, le 5 juin 1944. La capitale de l'Italie fasciste a été prise la veille par le général Clark, chef de la 5^e armée américaine. En fait, la porte avait été ouverte par les unités du corps expéditionnaire français (C.E.F.) qui, au moment d'investir la ville avaient reçu l'ordre de « stopper », laissant ainsi l'honneur de la victoire aux Américains. Pour respecter l'égalité entre alliés l'affaire se renouvellera à Florence où, le C.E.F. ayant une nouvelle fois défait les Allemands devront laisser l'Anglais Alexander investir la ville.

Peu importe la gloire des communiqués officiels mais que de chemin parcouru depuis l'épouvantable désastre de mai-juin 1940. La France occupée, humiliée et surtout divisée. Ils furent nombreux à ne pas désespérer : la petite lueur de Koufra, l'étincelle lumineuse de Bir Hakeim, la glorieuse mais si peu connue campagne de Tunisie en 1942-43 qui vit, intégrée au dispositif allié, une armée française d'Afrique, mal équipée, parfois en guenilles et souvent famélique, participer victorieusement aux combats livrés contre les forces germano-italiennes qui occupaient le protectorat.

Malgré cela et à l'exception notable de l'amitié indéfectible que leur a toujours témoignée le fougueux général Patton, trop - pour ne pas dire tous - de chefs militaires alliés et responsables politiques s'obstinaient à considérer les forces combattantes françaises libres à travers le désastre de 40, juste bonnes « à garder les routes ».

L'affaire de la campagne d'Italie allait brillamment démontrer le contraire alors même qu'elle fut, selon l'expert britannique J. F. C. Fuller « la plus dénuée de sens de toute la guerre ». Née d'un compromis entre les conceptions stratégiques radicalement divergentes qui opposaient Roosevelt et Churchill, elle eut au moins le mérite de montrer que la France avait retrouvé une armée victorieuse qui formera plus tard l'essentiel de celle du général de Lattre.

C'est l'histoire de cette campagne, de ses origines ambiguës à sa conclusion inachevée, et plus spécialement l'aventure du C.E.F. intégré aux deux armées alliées que raconte avec brio J.-C. Notin (1) faisant appel à une série impressionnante de témoignages et documents, souvent inédits, dont il a dégagé une magistrale synthèse. Histoire de la renaissance d'une véritable armée, bien équipée, décidée à combattre, conduite par des officiers remarquables entraîneurs d'hommes. Ce sera, chez les alliés, après le mépris, l'étonnement puis l'admiration à un point tel que Churchill, très officiellement en sera alarmé. Ce sera l'hommage implicite de l'ennemi en la personne de leur chef Kesselring demandant en permanence à être informé de la place tenue par le C.E.F. sur le terrain. Peu à peu et devant les résultats mitigés et sanglants obtenus par les alliés Alexander et Clark se rangeront aux vues de Juin considéré comme « le seul stratège des opérations en Italie ».

Au-delà de la description des opérations militaires on trouvera dans ces pages, quelque-

fois amères, l'exposé de problèmes internes auxquels le C.E.F. eut à faire face (2), de même le rappel des conflits parfois très violents ayant opposé plusieurs Américains et Anglais. L'auteur reviendra sur ce que d'autres avant lui, en particulier J.-L. Crémieux-Brilhac ont décrit sur la tragique absence de la France, durant cette période, lors de conférences entre alliés, au cours desquelles des décisions la concernant pour l'après-guerre furent prises et, une fois encore, on s'aperçoit que Franklin Roosevelt fut pour notre pays un adversaire déterminé et redoutable (3).

La vision exhaustive de cette campagne, englobant le militaire, le politique, le diplomatique et même l'économie, fait de ce livre un document tout à fait remarquable d'où émerge splendidement la figure de Juin dont Clark a pu dire « Je crois que jamais il n'y eut de plus magnifique soldat ». Quatre ans après Gamelin...

Michel FONTAURELLE

❏ (1) Jean-Christophe Notin - « La campagne d'Italie - Les victoires oubliées de la France 1943-1945 », Perrin, prix franco : 28 €.

❏ (2) Général Joseph de Monsabert - « Notes de guerre », Éd. Jean Curutchet, prix franco : 30 €. Sur ces problèmes internes, ce fervent royaliste devenu gaulliste de raison, s'exprime parfois avec une légitime colère.

❏ (3) Pierre Closterman - « Grand Cirque », Coll. *J'ai lu* n° 6433, prix franco : 10 €. L'ultime réédition d'août dernier, Texte intégral, bien illustré dans lequel le célèbre pilote n'a pas de mots assez durs pour fustiger l'attitude de Roosevelt vis-à-vis de la France.

FAMILLE DE FRANCE

COMTE DE PARIS - Interrogé par *Le Monde* en date du 21 février, le comte de Paris a donné son opinion sur la perspective de guerre contre l'Iraq :

1°- Une nouvelle guerre contre l'Iraq est-elle justifiée?

« Aucune guerre préventive ne peut se justifier. Ce serait ouvrir les portes du chaos. En l'occurrence, aucune preuve sérieuse n'a été fournie par les inspecteurs de l'ONU de l'existence d'armes de destruction massive en Iraq. Un ancien dictionnaire traduit, me semble-t-il, assez bien la volonté actuelle du pouvoir américain : « *Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage...* ».

2°- Approuvez-vous la position française?

« J'ai fait une guerre. J'en connais les horreurs comme les souffrances des peuples qui la subissent. J'approuve donc la stratégie politique menée par la France et une partie du monde. Tant que l'arme diplomatique peut être utilisée comme moyen de pression contre un dictateur, poursuivons nos efforts.

Poursuivons également nos efforts pour construire l'Europe, dont la crise iraquienne a dévoilé les faiblesses, et même les manques : l'absence structurelle de projets sociaux, culturels et humanistes, aucun axe coordonné d'une diplomatie d'ensemble ni de stratégie militaire commune qui puisse pallier l'unilatéralisme d'une alliance atlantique.

Il y a plus de deux cents ans, mes ancêtres le roi Louis XVI et le duc d'Orléans de l'époque, ont largement contribué à la naissance de la future République de Washington. Ils ont armé une flotte considérable, pour venir en aide aux insur-

Sur la toile Vulgo.net

Depuis deux ans et demi, la revue internet Vulgo.net essaye de développer une réflexion critique sur le présent de la société européenne, de sa culture et de ses perspectives. Elle cherche à avoir un esprit ouvert, résolument indépendant, soustrait aux ravages du conformisme politico-médiatique contemporain. Elle développe un esprit de dialogue authentique entre auteurs de différents pays et plus particulièrement entre les intellectuels des pays ex-communistes et leurs partenaires à l'Ouest.

Commencée comme un site tchèque, elle publie aussi depuis un an des pages en français, en italien, en espagnol et en allemand. Les mutations polonaise, slovaque, hongroise et lithuanienne sont en cours de préparation. Chaque mutation est sous la responsabilité d'une rédaction indépendante, avec la liberté de traduire et publier ce qui lui semble intéressant dans d'autres mutations. Certaines

rédactions collaborent systématiquement avec des revues-papier philosophiques ou d'autres sites sur internet.

Sur les pages françaises, le lecteur de *Cité* et de *Royaliste* ne se sentira guère perdu, au contraire, il se rendra vite compte qu'elles présentent pour l'essentiel, sous une forme électronique, un choix des textes imprimés dans ces deux périodiques. Et il pourra s'apercevoir que ces textes sont souvent repris en traduction italienne ou tchèque, par exemple.

Près de 180 000 visiteurs en deux ans de fonctionnement dont 120 000 lors de la dernière année font la preuve que nos efforts ne sont pas complètement inutiles. Le site tchèque est l'un des plus visités parmi les sites à contenu culturel. Notre aventure continue et je remercie vivement les amis de *Cité* et de *Royaliste* pour leur collaboration.

Martin HYBLER

geants en lutte contre l'Angleterre colonialiste. L'Amérique pouvait naître. Je ne renie pas l'amitié scellée il y a plus de deux siècles. »

DUC DE VENDÔME - A l'invitation de Madame le conservateur en chef des Archives nationales, le prince Jean, duc de Vendôme, a assisté, en présence des ministres des Affaires étrangères et de la Culture, à l'inauguration de l'exposition « *Un héros des deux rives : Abd el-Khader, l'homme et la*

légende » au Musée de l'Histoire de France à l'Hôtel de Soubise. Tout le monde se souvient du rôle joué par le duc d'Aumale, lointain oncle du prince Jean, dans la reddition d'Abd el-Khader. Ce que l'on sait moins, c'est que c'est au château d'Amboise, propriété de la famille d'Orléans, que l'émir passa une partie de son exil en France et que plusieurs membres de sa famille et de sa suite sont enterrés dans le parc du château...

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 5 mars** : Élu président de l'association Attac le 1^{er} décembre 2002, Jacques Nikonoff présente ce qu'il est convenu d'appeler un « parcours atypique » : ancien ouvrier spécialisé, syndiqué à la CGT, il reprend ses études à la suite d'un licenciement, passe avec le succès les concours d'entrée à l'ENA puis entre à la Caisse des dépôts dont il sera pendant trois ans le représentant à New York. Nous l'avions reçu pour son premier ouvrage, consacré au chômage, et pour le second dans lequel il dénonçait l'imposture des fonds de pension. Jacques NIKONOFF revient parmi nous pour présenter « *Les propositions et l'action d'Attac* ». Cette association, qui a connu un très rapide développement, peut-elle passer de la critique de l'ultra-libéralisme et des manifestations protestataires à un projet de reconstruction économique et sociale ? Comment envisage-t-elle la question politique ? Quels acteurs est-elle capable de mobiliser ?

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Foucades présidentielles

Comme la plupart des Français, comme d'innombrables citoyens de tous pays, nous avons approuvé la résistance opposée au gouvernement des États-Unis par la France, la Belgique, l'Allemagne et la Russie. Nous souhaitons que ce front commun soit durable, s'étende et fasse obstacle aux menées américaines.

Notre satisfaction, prudente tant que l'opposition au bellicisme américain n'a pas été formellement exprimée par veto au Conseil de sécurité de l'ONU (1), a été atténuée par les déclarations impétueuses de Jacques Chirac le 17 février, au soir d'un sommet extraordinaire des Quinze.

En adressant un message de soutien aux États-Unis, les pays de l'Est européen auraient *« manqué une bonne occasion de se taire »* et seraient *« pas très bien élevés »*. *« Je trouve, ajoutait Jacques Chirac, que la Roumanie et la Bulgarie ont été particulièrement légères de se lancer ainsi alors que leur position est déjà très délicate à l'égard de l'Europe »*.

Suivaient des menaces directes sur la mise en échec du processus d'élargissement par suite d'un seul référendum négatif - ce qui témoigne d'un immense culot puisque tout référendum sur les questions européennes est refusé depuis dix ans aux citoyens français.

Curieusement, ce chantage fait suite à la prise de position d'Alain Duhamel (2), porte-parole des fédéralistes de droite et de gauche. Curieusement, cette violente mise en garde n'a pas été adressée à l'Angleterre, à l'Espagne et à l'Italie, puissances

très activement alignées sur les États-Unis. Hélas, ce n'est pas la première fois que Jacques Chirac fait preuve d'un scandaleux mépris à l'égard des « petits pays » européens. Nous nous souvenons de son arrogance lors du sommet de Nice (3), et des humiliations subies par plusieurs peuples - notamment par les Belges que nous sommes aujourd'hui heureux de compter parmi nos alliés face à M. Bush.

A Nice comme à Bruxelles, Jacques Chirac cherche à masquer les contradictions et les échecs de l'Union européenne



par un comportement agressif à l'égard de nations qui ne sont pas responsables des malheurs des Quinze. Mais, toutes proportions gardées, ma polémique n'est-elle pas destinée à masquer la gêne que nous éprouverions à l'égard de la ligne diplomatique suivie par des chefs de gouvernement que nous apprécions ?

Aux lecteurs qui s'étonnaient de l'attitude de la Bulgarie, nous avons simplement indiqué les déclarations officielles du président Parvanov (*« chaque action »* concernant la crise irakienne doit être *« soutenue par le Conseil de sécurité »*) et de son Premier ministre estimant

qu'une opération militaire « serait l'issue la moins souhaitable de la crise (car elle) tournerait contre l'Occident les États musulmans modérés et provoquerait une escalade des actions terroristes ».

Il importe de donner ces précisions pour compenser les jugements à l'emporte-pièce de certains médias, mais je voudrais tout de même prendre l'hypothèse d'un alignement total et clairement revendiqué des États de l'Est européen sur le gouvernement américain.

Si cela se produisait, nos amis roumains, bulgares, serbes, albanais, ne sauraient être réprimandés et finalement rejetés. Qui les berce depuis plus de dix ans de bonnes paroles ? Qui les regarde crever de froid et de faim sans leur donner toute l'aide dont ils ont besoin ? Qui accepte que le FMI leur impose ses programmes de misère ? Jacques Chirac et son gouvernement, mais aussi ces socialistes ralliés à l'ultra-libéralisme qui s'indignent des foucades présidentielles en oubliant le mépris professé par MM. Jospin, Moscovici et Strauss-Kahn à l'égard des nations de l'Est - qui *sont* l'Europe tout autant que celles de l'Ouest.

C'est après avoir offert à l'autre moitié de l'Europe, Russie comprise, les moyens d'une politique de plein développement, c'est après avoir proposé à l'ensemble de ses nations de participer à égalité à l'organisation d'une confédération européenne que les chefs d'État des pays riches pourront émettre une opinion sur les relations diplomatiques que l'on cultive à Tallinn, à Prague, à Tirana.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cet article est rédigé le 23 février.

(2) cf. *« Europe : stopper l'élargissement »*, *Libération* du 15 février.

(3) cf. mon éditorial du n° 763 (8-16 janvier 2001) : *« Chers amis belges... »*.